

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21570 - 80ÈME ANNÉE

Élections législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet : la liste des candidatures soutenues par le PCR

Philippe Naillet, Karine Lebon, Audrey Chane Kane Bone, Alexandre Lai Kai Cheong et Perceval Gaillard candidats soutenus par la Plateforme de la gauche



Le 12 juin dernier, le Comité central du PCR a adopté une déclaration. Au sujet des candidatures pour les élections législatives des 30 juin et 7 juillet prochains, la direction du PCR a déclaré ceci :

« **Le PCR souhaite des candidatures uniques des forces de progrès dans chaque circonscription. Là où cela n'est pas possible, le PCR appelle à un accord de désistement républicain au second tour en faveur du candidat des forces de progrès le mieux placé pour combattre Macron et l'extrême droite.** ». Cette déclaration expliquait pourquoi : l'essentiel est d'aller vers un projet réunionnais « pour redresser la situation et redonner espoir à la population », et ces élections sont l'occasion d' « obliger Emmanuel Macron à quitter la présidence de la République, car il est le seul responsable de la montée de l'extrême droite par son refus, en 2017 et en 2022, de constituer un gouvernement de Front républicain » et de « devancer l'extrême droite qui ambitionne de devenir Premier ministre d'Emmanuel Macron. Son but est d'aller encore plus loin dans la casse sociale ».

Candidatures uniques type « Nouveau Front populaire » dans trois circonscriptions

Le soir du 12 juin, une réunion s'est tenue au Port entre la Plateforme réunionnaise de la gauche et d'autres composantes de la majorité régionale. Maurice Gironcel représentait le PCR. Cette rencontre a abouti sur trois candidatures communes à tous les partis membres de la majorité à la Région Réunion : les députés sortants Philippe Naillet dans la 1ère circonscription, Karine Lebon dans la 3e et Perceval Gaillard dans la 7e.

Ce samedi matin au Parc des Expositions de Saint-Denis, la Plateforme réunionnaise de la gauche tenait une conférence de presse. L'objectif était de présenter les autres candidats qui seront soutenus par le PCR, le PS, Banian, Ansanm, Europe écologie les Verts (EELV), et la majorité municipale de Cilaos.

Maurice Gironcel représentait le PCR, Ericka Bareigts le PS, Olivier Hoarau Ansanm, Geneviève Payet EELV, Patrice Selly Banian, Jacques Técher la majorité municipale de Cilaos.

Philippe Naillet avec sa suppléante Brigitte Adame, et

Henri Hyppolite, candidat suppléant de Karine Lebon, et Ary Yée Chong Tchi Kan, candidat du PCR aux Européennes, étaient également présents.

Audrey Chane Kane Bone et Alexandre Lai Kai Cheong candidats dans les 5e et 6e circonscription

Les deux candidats ont été présentés samedi par la Plateforme réunionnaise de la gauche. Audrey Chane Kane Bone sera soutenue dans la 5e circonscription. Elle est adjointe au maire de Saint-Benoît, Patrice Selly, président de Banian. Elle a pour suppléant Judex Therméa, de Saint-André.

Alexandre Lai Kai Cheong sera le candidat de la Plateforme réunionnaise de la gauche. Il est conseiller communautaire à la CINOR et conseiller municipal de Sainte-Suzanne. Il a comme suppléante Florance Chane-Tune.

À nos confrères d'Imaz Press Réunion, Maurice Gironcel a expliqué les raisons de cette décision :

« Avec la plateforme nous sommes dans une nouvelle approche de la politique et une nouvelle méthode de travail dans le respect des partenaires (...) « Notre plateforme est au travail pour l'avenir de La Réunion et c'est une nouvelle façon de faire de la politique. Nous sommes dans la cohérence de notre action engagée. Ces législatives anticipées nous donnent l'occasion de porter notre projet réunionnais et de la défendre à l'Assemblée nationale » (...)

« Avec ces élections nous faisons la démonstration de rassembler celles et ceux qui veulent co-construire un projet réunionnais. C'est le cas dans la 6e circonscription. Nous avons décidé collectivement de nous engager aux côtés de Alexandre Lai Kai Cheong et sa suppléante Florance Chane-Tune ».

M.M.

Appel de l'Intersyndicale de La Réunion à un sursaut démocratique des Réunionnais

Législatives : large mobilisation des syndicats pour une alternative à Macron et à l'extrême droite

À l'appel de l'Intersyndicale de La Réunion (CGTR, FSU, Solidaires, UNSA et SAIPER), un rassemblement le matin du 15 juin devant la préfecture à Saint-Denis sous le thème « **Après le choc des Européennes les exigences sociales doivent être entendues !** ». D'autres organisations de la société civile ont soutenu l'initiative, comme la Ligue des Droits de l'Homme, La libre pensée, Réunion Palestine solidarité, des soutiens à la cause du FLNKS et des partis politiques notamment. Plusieurs centaines de personnes ont répondu à l'appel au sursaut réunionnais face à la menace d'un retour au pouvoir d'une extrême droite minoritaire en voix, et contre la politique de casse sociale d'Emmanuel Macron, responsable de cette situation sans précédent depuis 1940.

Un large public a répondu ce samedi matin à l'appel au rassemblement de l'Intersyndicale de La Réunion devant la préfecture. Pour les syndicats, le résultat des Européennes a montré l'ampleur de la catastrophe et la nécessité d'un sursaut démocratique des Réunionnais. « Après le choc des Européennes les exigences sociales doivent être entendues ! », tel était le mot d'ordre de cette manifestation.

Non au retour de l'extrême droite au pouvoir

Les dirigeants des syndicats CGTR, FSU, Solidaires, UNSA et SAIPER étaient présents. Jacky Balmine, secrétaire général de la CGTR, a souligné la gravité de la situation. La casse sociale a débuté sous le mandat du président PS François Hollande, ce furent notamment des lois contre les syndicats et pour réduire les droits des travailleurs. Arrivé au pouvoir en 2017, Emmanuel Macron a accentué cette politique. D'où une crise de confiance qui a mené à la situation actuelle, a-t-il dit en substance.

C'est pourquoi les syndicats soutiennent une alternative à Macron, mais aussi à l'extrême droite. Il apparaît en effet évident que si l'extrême droite retrouve le pouvoir dont elle a été chassée en 1945 par la Résistance et les Alliés, la situation des travailleurs et plus largement des victimes du système ne pourra que s'aggraver.

« Créer de nouveaux droits »

Pierrick Olivier, membre du bureau confédéral de la CGTR, a rappelé les revendications de l'Intersyndicale :



- Augmenter les salaires et les pensions ;
- Revenir sur la réforme des retraites et sur celles de l'assurance chômage ;
- Défendre nos services publics et en garantir l'accès à toutes et tous sans condition de nationalité et sur tout le territoire. Notre école, notre recherche, notre système de santé, de prise en charge de la dépendance, notre système de justice manquent d'emplois et ont besoin d'investissements massifs ;
- Mettre fin à la verticalité du pouvoir en commençant par restaurer la démocratie sociale à tous les niveaux, entreprise, branche, territoire et interprofessionnel ;
- Mettre en place des mesures de justice fiscale et notamment taxer les super profits, dividendes et rachats d'actions et lutter contre la fraude fiscale ;
- Instaurer enfin l'égalité salariale et éradiquer les violences sexistes et sexuelles ;
- Instaurer le droit à la régularisation pour tous les travailleurs et travailleuses étranger-es sur la base d'un certificat de travail ;
- Relocaliser et transformer notre industrie pour répondre aux besoins sociaux en environnementaux en la protégeant du dumping social, fiscal et environnemental ;
- Créer de nouveaux droits pour permettre aux travailleuses et aux travailleurs d'anticiper les transformations environnementales et de sécuriser leur emploi.

Ces revendications sont largement partagées, au-delà des syndicats.

D'autres organisations de la société civile ont soutenu l'initiative, comme la Ligue des Droits de l'Homme, La libre pensée, Réunion Palestine solidarité, des soutiens à la cause du FLNKS et des partis politiques notamment.

La mobilisation a montré qu'un sursaut démocratique est possible à La Réunion. L'alternative à Macron et à l'extrême droite est possible.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

An parlan d'lotonomi alimantèr, Nou lé kapab fèr mé ni gingn pa !

Mézami néna dann la vi La Rényon kékshoz i déprime amwin konm mwin lé sirésèrtin sa i déprime galman bonpé kréol. Sak i fatig amwin konm i fatig bonpé rantre nou sé kan ni kalkil issi La Rényon lé possib fèr in n'afèr mé i gingn pa fèr dann la réalité. Ni kass noute tète pou amontr lé possib fèr kékshoz mé i gingn pa pouss pli loin.

Alon anparl lotosifizanss alimantèr — sansa lotonomi alimantèr : ni di sa lé possib é avèk nou mi panss néna in majorité d'moune i panss konm nou. Mi romark an passan noute parti kominiss épi d'ote parti la marke sa dann zot program, néna bonpé groupman la marke sa galman dann zot lanvi pou Lo péi, é mi san konm in lanvi d'lotonomi alimantèr dann noute popilassion, konm in mouvman apré énéte épi grandir.

La tèr i manke anou ? Non va, la tèr i manke pa nou, pars néna par-la kinz mil éktar la tèr zordi sa lé abandoné avèk pèrssone pou mète ali an valèr. Lé z'om i manke anou ? Non lé z'om i manke pa nou pars noute bann péizan lé tré kapab épi tré konpétan souvan zanfan épi pti zanfan plantèr zot l'aprann zénération apré zénération a tir lo méyèr dann la tèr rényonèz.

Linstriksion i manke anou ? Non linstriksion i manke pa nou é issi mèm La Rényon ni pé trouv lo moiyn pou an avoir in bon formassion. L'érop i pé finanss sa pou nou konm ni sorte oir dann in kanpagn éléktoral la dir par-la troi moi.

In pé va di nou lé tro loin pars zot i panss linportassion mé nou lé pa tro loin ditou. Nou lé issi dann noute loséan indien é nou néna partnèr pou nou travaye ansanm é pou travaye sanm nou.

I mank anou bann tradission agrikol ? Non i manke pa nou bann tradoission agrikol an kontrèr noute tradission lé bien la é la pa bézoin grate tro la sann pou trouv la brèz par dsou... In pé va di ni manz dori mé ni gingn pa produi d'ri, mé sa lé pa vré pars ni gingn plante deri issi la Rényon é plizyèr groupman la fine fé la démonstrassion é pa arienk dopi yèr.

Ni pé ankor azoute néna in gran quantité ravaz ni produi é sa sé d'la bone nouritir pou nou rényoné. Déza mi antan in pé apré di : A ! bon ! wi vé fé manz anou patate, manyok, frouyapin é bann blan va manz la vyann... Mé kissa i nourit noute mémoir avèk lidé épi la kouyonade konmsa ? Ni pé manz la vyann, ni pé manz poisson, ni pé manz ravaz, frui épi légume é ni pé produi an quantité. Ni pé an avoir in nouritir konplé issi dann noutye péié épi lé zalantour.

Mé alor, aköz ni fé pa ? aköz ni di k'i gingn épi ni gingn pa ? Mi arète la pars mi panss sé toute in sistème k'i fo romète a pla pou la rézon pran lo déssi.

A bon antandèr salu !

Justin